

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B – N° 43

19 septembre 2000

S o m m a i r e

Arrêté ministériel du 10 juillet 2000 autorisant la société à responsabilité limitée PEDUS SECURITY avec siège social à L-6947 Niederanven - Zone industrielle Bombicht à exercer des activités privées de gardiennage et de surveillance	page 854
Arrêté ministériel du 16 août 2000 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Société de Prévoyance mutuelle du Personnel de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat»	854
Armée – Nominations	855
Centre Informatique de l'Etat – Examen.	856
Consulats – Exéquatur	856
Direction de l'Aviation Civile – Examen de fin de stage	856
Police Grand-Ducale – Nominations	856
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées – Agréments	856
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes handicapées – Agrément	856
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative – Examens-concours	857
Santé – Art de guérir	857
Service Central des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'Etat – Examens de carrière. . .	857
Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de juin 2000. . .	858

Arrêté ministériel du 10 juillet 2000 autorisant la société à responsabilité limitée PEDUS SECURITY avec siège social à L-6947 Niederanven - Zone industrielle Bombicht à exercer des activités privées de gardiennage et de surveillance.

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 6 juin 1990 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance;

Vu l'avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat;

Arrête:

Art. 1^{er}. La société à responsabilité limitée PEDUS SECURITY, avec siège social à L-6947 Niederanven - Zone industrielle Bombicht, est autorisée à exercer les activités de surveillance de biens mobiliers et immobiliers ainsi que de gestion d'alarmes privés.

Art. 2. La société PEDUS SECURITY ne peut engager dans son département gardiennage et de sécurité que du personnel qui a été agréé au préalable par arrêté ministériel.

Art. 3. Le règlement de service et la carte de légitimation officielle à porter par le personnel de PEDUS SECURITY sont approuvés.

Art. 4. La présente autorisation est valable jusqu'au 9 juillet 2005.

Luxembourg, le 10 juillet 2000.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Arrêté ministériel du 16 août 2000 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Société de Prévoyance mutuelle du Personnel de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat».

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

Vu la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels "Société de Prévoyance mutuelle du Personnel de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat" sont conformes aux dispositions des lois et règlements ;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels "Société de Prévoyance mutuelle du Personnel de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat" sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe les nouvelles dispositions statutaires, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 16 août 2000.

*Le Ministre de la Santé et
de la Sécurité sociale,*
Carlo Wagner

ANNEXE

**Modifications des statuts de la société de secours mutuels
«Société de Prévoyance mutuelle du Personnel de la Banque
et Caisse d'Epargne de l'Etat »**

1° L'article 3 aura la teneur suivante :

« Art. 3. Admission

1. Peuvent être admis comme affiliés les personnes occupées à titre principal et permanent auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat.

Sont assimilées à l'affilié les personnes énumérées ci-après et désignées par – coaffilié – dans les présents statuts:

- a) le conjoint marié;
- b) les enfants légitimes, légitimés, naturels ou adoptifs pour autant qu'ils bénéficient de la coassurance du chef de leur père ou mère auprès de la caisse de maladie;

- c) les enfants recueillis d'une manière durable dans le ménage de l'affilié et auxquels celui-ci assure l'éducation et l'entretien complet, pour autant qu'ils bénéficient de la coassurance du chef de l'affilié ou de son conjoint auprès d'une caisse de maladie.
- 2. Des époux ne peuvent être simultanément affiliés de la société.
- 3. Les candidats doivent être âgés de 16 ans au moins et de 60 ans au plus et être au service de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat depuis au moins deux mois. »

2° L'article 14 aura la teneur suivante :

« Art. 14. Caisse de maladie complémentaire

I. La société paie à ses affiliés des secours en cas de maladie fixés lors de chaque assemblée générale et qui sont calculés sur le découvert:

- a) qui se dégage des frais exposés pour dépenses médicales et paramédicales après déduction des remboursements de la part de la Caisse de Maladie, de la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste, de toutes autres institutions de sécurité sociale, société et police d'assurance; L'exposé maximum pris en charge pour les montures de lunettes est de 1.500 francs à l'indice 100, mais seulement en cas de remboursement par la caisse de maladie.
- b) pendant une période de 12 mois, dont le début est déterminé par la date la plus ancienne des soins et des produits fournis. La prestation s'élève à 20% du découvert subi par l'affilié et ses coaffiliés, et dont la somme maximum à payer est de 100.000 francs. Cependant le découvert final restant à charge du membre doit s'élever à au moins 9.000 francs.

Le règlement d'une prestation n'aura lieu que si le montant à payer s'élève à au moins 100 francs.

Les documents à présenter sont les suivants:

- a) les originaux des décomptes délivrés par la caisse de maladie, la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste, de toutes autres institutions de sécurité sociale, société et police d'assurance;
- b) les originaux des factures acquittées des médecins, hôpitaux, cliniques et paramédicaux dont la caisse de maladie certifie qu'une prise en charge n'est pas prévue;
- c) les décomptes originaux délivrés par les pharmaciens, qui doivent correspondre à l'ordonnance médicale et à l'identité des ayants droit (indications p.ex.: no matricule et nom de l'assuré).

Sont seulement pris en considération les documents résultant de prescriptions médicales. En cas de litige sur l'interprétation et l'opportunité des soins et services fournis, la société se réserve le droit de consulter un médecin-conseil. Ne sont pas pris en charge par la caisse de maladie complémentaire, les hospitalisations, traitements et soins fournis à l'étranger et non-autorisés ou refusés par l'assurance maladie ainsi que les mémoires d'honoraires émanant des médecins non-conventionnés ou non agréés par la Sécurité Sociale Luxembourgeoise.

Dérogation de ce qui précède peut être faite par une décision du comité de la société.

Délai de prestation:

La demande en obtention d'une prestation n'est à introduire qu'au terme de la période de référence de 12 mois et au plus tard dans les trois mois qui suivent cette période. Aucune demande en obtention d'une prestation ne sera acceptée sans qu'une déclaration de sincérité ne soit remplie.

Cependant, au cas où le découvert dépasse le montant de 400.000 francs, avant la fin de la période concernée de douze mois, la demande pour une prestation peut déjà être introduite avant terme.

Une demande subséquente ne peut être prise en considération que pour une nouvelle période débutant après la fin de la période précédente. Tout cumul de période, même partiel, est inadmissible.

La société se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier toutes les déclarations faites par l'affilié au moment où il sollicite la prestation dont il s'agit.

En cas de fausse déclaration l'intégralité de la prestation est à restituer.

II. La société participe aux frais d'hospitalisation, dès la cessation des prestations de la part de la caisse de maladie et sur présentation:

- a) d'un certificat de la caisse de maladie attestant la cessation de ses prestations;
- b) d'un certificat médical attestant l'hospitalisation de longue durée due à une affection médicale;
- c) des factures de l'établissement de soins acquittées pour toute la durée d'hospitalisation.

Ces conditions étant remplies, l'affilié touchera une indemnité journalière de 50 francs au nombre-indice 100, jusqu'à concurrence de 150 jours par cas de maladie. »

Armée. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 1^{er} septembre 2000 le capitaine de l'armée Marc Assel a été nommé au grade de major dans le cadre des officiers de carrière de l'armée proprement dite avec effet au 25 septembre 2000.

Par arrêté grand-ducal du 1^{er} septembre 2000 le capitaine de l'armée Marc Heinrich a été nommé au grade de major dans le cadre des officiers de carrière de l'armée proprement dite avec effet au 25 septembre 2000.

Centre Informatique de l'Etat. – Examen. – Le Centre Informatique de l'Etat organisera au cours du mois d'octobre 2000 un examen de fin de stage dans la carrière de l'expéditionnaire-informaticien.

Consulats. – Exéquatur. – Par arrêté grand-ducal du 24 août 2000, Son Altesse Royale le Grand-Duc a daigné délivrer à Monsieur David Michael *Peirce* l'exéquatur qui lui est nécessaire pour exercer les fonctions de Consul d'Australie au Grand-Duché de Luxembourg, avec résidence à Bruxelles.

Par arrêté grand-ducal du 24 août 2000, Son Altesse Royale le Grand-Duc a daigné délivrer à Monsieur Ronald A. *Johnson* l'exéquatur qui lui est nécessaire pour exercer les fonctions de Vice-Consul des Etats-Unis d'Amérique au Grand-Duché de Luxembourg.

Direction de l'Aviation Civile. – Examen de fin de stage. – La Direction de l'Aviation Civile organisera au courant du mois d'octobre 2000 un examen d'admission définitive dans la carrière supérieure de l'Attaché de Gouvernement.

Police Grand-Ducale. – Nominations. – Par arrêtés grand-ducaux du 10 juillet 2000, les commissaires divisionnaires de police *Claude Waltzing* et *Jean-Marie Wagner* ont été nommés au grade de premier commissaire divisionnaire à partir du 1^{er} août 2000. Par arrêtés grand-ducaux du 10 juillet 2000, les commissaires divisionnaires hors cadre de police *René Moes* et *Vincent Fally* ont été nommés au grade de premier commissaire divisionnaire hors cadre à partir du 1^{er} août 2000. Par arrêtés grand-ducaux du 10 juillet 2000, les commissaires divisionnaires adjoint de police *René Lindenlaub*, *Jacques Klein*, *Jeff Neuens* et *Philippe Schrantz* ont été nommés au grade de commissaire divisionnaire à partir du 1^{er} août 2000. Par arrêtés grand-ducaux du 10 juillet 2000, les premiers commissaires principaux de police *Pascal Schumacher* et *Donat Donven* ont été nommés au grade de commissaire divisionnaire adjoint à partir du 5 août 2000.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 31 août 2000, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Ville de Dudelange», ayant son siège à B.P.: 73, L-3401 Dudelange, pour l'exercice de l'activité d'«appel-assistance externe», à l'adresse B.P.: 73, L-3401 Dudelange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/00/08/007.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 31 août 2000, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Ville de Dudelange», ayant son siège à B.P.: 73, L-3401 Dudelange, pour l'exercice de l'activité de «repas-sur-roues», à l'adresse B.P.: 73, L-3401 Dudelange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/00/07/027.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 22 août 2000, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées», ayant son siège à 1, plateau du Rham, L-2427 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre intégré pour personnes âgées», à l'adresse «château de Wiltz», L-9516 Wiltz.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/01/025.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes handicapées - Agrément. – Par arrêté ministériel du 23 août 2000, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Apemh asbl» ayant son siège à Esch/Alzette au Centre Nossbiere, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé « Foyer Senior 1 + 2 », sis à Esch/Alzette, Centre Nossbiere.

L'agrément est enregistré sous le numéro 9909/4.

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté ministériel du 5 juin 2000 publié au mémorial B 30 du 25 juillet 2000.

Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative. – Examens-concours. – Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative organisera le 21 octobre 2000 les examens-concours suivants:

- le 21 octobre 2000:
- examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière du rédacteur (13 vacances de poste pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications)
 - examen-concours pour l'admission dans la carrière de l'artisan-spécialité: électricien (8 vacances de poste pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications)
 - examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'expéditionnaire technique spécialité: électrotechnique (8 vacances de poste pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications)
 - examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'ingénieur-technicien spécialité: électrotechnique sous-section électronique (4 vacances de poste pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications)
 - spécialité: informatique (4 vacances de poste pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications)

Les épreuves préliminaires aux examens-concours en vue du contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française auront lieu les 3 et 4 octobre 2000.

Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative. – Examens-concours. – Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative organisera le 26 octobre 2000 les examens-concours suivants:

- le 26 octobre 2000: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'expéditionnaire technique

Relevé des vacances de poste:

génie civil	Administration des Bâtiments Publics	1
	Administration des Ponts et Chaussées	1

- le 26 octobre 2000: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'ingénieur technicien

Relevé des vacances de poste:

électrotechnique		
(sous-section électricité industrielle)	Centre Pénitentiaire Schrassig	1
informatique appliquée	Centre de Technologie de l'Education	1
	Police Grand-Ducale	5
mécanique	Inspection du Travail et des Mines	1

Les épreuves préliminaires aux examens-concours en vue du contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française auront lieu le 9 octobre 2000.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 14 août 2000, Madame le Dr Katia Galetic ép. Aerts, née le 22 mars 1969, a été autorisée à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 14 août 2000, Madame le Dr Françoise Kass, née le 2 juin 1970, a été autorisée à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 14 août 2000, Monsieur le Dr Urbain Mbang Ngomba, né le 16 août 1968, a été autorisée à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 21 août 2000, Monsieur le Dr Tashin Inanç Ozkan, né le 2 septembre 1955 a été autorisé à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

Service Central des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'Etat. – Examens de carrière. – Au cours du mois d'avril de l'année 2001, le Service Central des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'Etat organisera un examen de promotion dans la carrière inférieure de l'expéditionnaire administratif.

Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de juin 2000.

N° d'ordre	Nom du failli	date du jugement	juge-commissaire	curateur
<i>Luxembourg</i>				
1.	la s.à r.l. LA BRETAGNE, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 16, rue du Brill	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Anja Reisdorfer
2.	la s.à r.l. CAR SELECTION, avec siège social à Sandweiler, 13, am Happgaart	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Anja Reisdorfer
3.	la s.à r.l. P.K.J. IMPORT-EXPORT VEHICULES NEUFS ET OCCASIONS, avec siège social à Luxembourg, 30, rue de Cessange	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Marc Mehlen
4.	la s.à r.l. EBKE, avec siège social à Hespange, 304, route de Thionville	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Susie Kirch
5.	la S.A. AVILUX, avec siège social à Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Pierre Goedert
6.	la S.A. FRICOLUX, avec siège social à Wickrange, 13, rue des Trois Cantons	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Isaelle Barra
7.	la S.A. KLG LUX, avec siège social à Luxembourg, 6, boulevard Roosevelt	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Steve Helminger
8.	la s.à r.l. OSIA, OFFICE SERVICES INTERNATIONAL, avec siège social à Bertrange, 15, rue du Parc	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Martine Kraus
9.	la S.A.H. ASTRA ROMANA CAPITAL, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 11, rue Aldringen	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Olivier Wagner
10.	la s.à r.l. BEIM BOPA, avec siège social à Merttert, 2, rue du Parc	02.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Olivier Wagner
11.	la s.à r.l. LUMINAIRE DECOLUCE LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg, 42, rue Glesener	09.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Yann Baden
12.	la S.A. BOURGEOIS, avec siège social à Luxembourg, 19, rue Chimay	09.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marie Regin
13.	la S.A. BUSINESS SOLUTIONS, avec siège social à Luxembourg, 3, boulevard Royal	09.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e André Th. Ries
14.	la S.A. TIPPECH KONSTRUKTION, avec siège social à Dudelange, 1, rue des Ecoles	09.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e André Th. Ries
15.	la s.à r.l. BRASSERIE ATLANTIS, avec siège social à Schiffflange, 1, rue d'Esch	16.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Pierre Feltgen
16.	la s.à r.l. BB TECHNOLOGIES, avec siège social à Luxembourg, 24, rue Beaumont	16.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Marguerite Ries
17.	la S.A. MADNIGHT PRODUCTIONS, avec siège social à Foetz, 10, rue de l'Avenir	16.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Marguertie Ries
18.	la S.A. LC INFORMATION SYSTEMS, avec siège social à Luxembourg, 33A, rue Anatole France	16.06.2000	Mme Paule Mersch	M ^e Sylvain L'Hôte

19.	la s.à r.l. TICEM INDUSTRIES, avec siège social à Esch-sur-Alzette, Domaine Schlassgoart	21.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Anja Reisdorfer
20.	Roland LEJEUNE, commerçant, faisant le commerce sous la dénomination BLANCHISSERIE NOVELTY à Ehlerange, Zone d'Activité Z.A.R.E. Ouest	21.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marguerite Ries
21.	la s.à r.l. R.N.D., avec siège social à Schifflange, 33, rue Basse	28.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Anja Reisdorfer
22.	la s.à r.l. STAM, avec siège social à Dudelange, 12, rue du Commerce	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marguerite Ries
23.	la s.à r.l. L&L, avec siège social à Kayl, 1, rue Joseph Muller	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marguerite Ries
24.	la s.à r.l. NEW STYLE, avec siège social à Schifflange, 34, rue de l'Eglise	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marguerite Ries
25.	la S.A. LD DIFFUSION, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 20, rue Dicks	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marguerite Ries
26.	la S.A. CENTER OF INTELLIGENCE BUSINESS SERVICE, en abrégé CIBS, avec siège social à Luxembourg, 25A, boulevard Royal	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marguerite Ries
27.	la S.A. HOTEL EQUIPMENT, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 16, boulevard Prince Henri	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Jean-Louis Hencks
28.	la S.A. ROSENFELDT SGC, avec siège social à Luxembourg, 32, rue Philippe II	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Peggy Frantzen
29.	la S.A. ELTRALUX, avec siège social à Luxembourg, 86, Kohlenberg	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Miguel A. Andreu
30.	la S.C.A. GROUP IMMOBILIER NS, avec siège social à Luxembourg, 1, avenue de la Gare	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Miguel A. Andreu
31.	la s.à r.l. SOCIETE IMMOBILIERE ALEX-ANDRE, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 15, rue des Ardenes	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Perrine Givet
32.	la S.A. M.V. CONSTRUCTION, avec siège social à Differdange, 50, Grand-Rue	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marc Schiltz
33.	la s.à r.l. LUXEMBOURG CAROLSOL, avec siège social à Bettembourg, 2, rue de l'Indépendance	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Marc Schiltz
34.	la s.à r.l. MEAT SERVICES, avec siège social à Bettembourg, 8, rue Jean	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e André Th. Ries
35.	la s.à r.l. IMMOBILIERE HENRI REICHLING, avec siège social à Dahlem, 47, rue des Trois Cantons	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e André Th. Ries
36.	la s.à r.l. IMMO-IDEAL, avec siège social à Dahlem, 47, rue des Trois Cantons	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e André Th. Ries
37.	la s.à r.l. L'ARLECCHINO, avec siège social à Dudelange, 16, avenue Grande-Duchesse Charlotte	30.06.2000	Mme Karin Guillaume	M ^e Linda Funck

- | | | | | |
|-----|---|------------|---------------------|---------------------------------|
| 38. | la s.à r.l. KOENIG FRANCIS, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 25, rue des Scillas | 30.06.2000 | Mme Karin Guillaume | M ^e Annick Dennewald |
|-----|---|------------|---------------------|---------------------------------|

Diekirch

- | | | | | |
|-----|---|------------|----------------|-----------------------------------|
| 39. | Jan CABOOTER, ayant demeuré à L-9391 Reisdorf, 1, rue de Larochette, actuellement sans domicile ni résidence connus | 14.06.2000 | M. Lex Eippers | M ^e Edith Reiff |
| 40. | BAUMA-SELF S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-9537 Wiltz, rue Charles Lambert | 21.06.2000 | M. Lex Eippers | M ^e Jean-Paul Wiltzius |
| 41. | BIJOUTERIE ELS S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-9255 Diekirch, 4, place de la Libération | 21.06.2000 | M. Lex Eippers | M ^e Edith Reiff |
| 42. | KOLOMA TRADE A.G., établie et ayant son siège social à L-6450 Echternach, 38, rue de Luxembourg | 21.06.2000 | M. Lex Eippers | M ^e Frank Wies |
| 43. | SIGEMA S.A., établie et ayant son siège social à L-8832 Rombach/Martelange, 18, rue de Bigonville | 21.06.2000 | M. Lex Eippers | M ^e Gilbert Reuter |
| 44. | SOTRACOM, établie et ayant son siège social à L-8832 Rombach/Martelange, 18, rue de Bigonville | 21.06.2000 | M. Lex Eippers | M ^e Gilbert Reuter |
| 45. | CHAUDRINOR, S.A., établie et ayant son siège social à Diekirch, 10, rue de la Croix | 21.06.2000 | M. Lex Eippers | M ^e Claude Speicher |

Par jugement du tribunal de commerce en date du 9 juin 2000, la faillite de S.A. CRIME DEFENSE, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 31, rue du Kiem, a été réouverte.

Par jugement du tribunal de commerce en date du 30 juin 2000, la faillite de la S.A. CONEL, avec siège social à Sandweiler-Scheidhof, a été réouverte.

Par jugement du 7 juin 2000, la faillite du sieur Nico Reinert, employé privé, demeurant à Christnach, 30, rue Loetsch, a été rabattue.